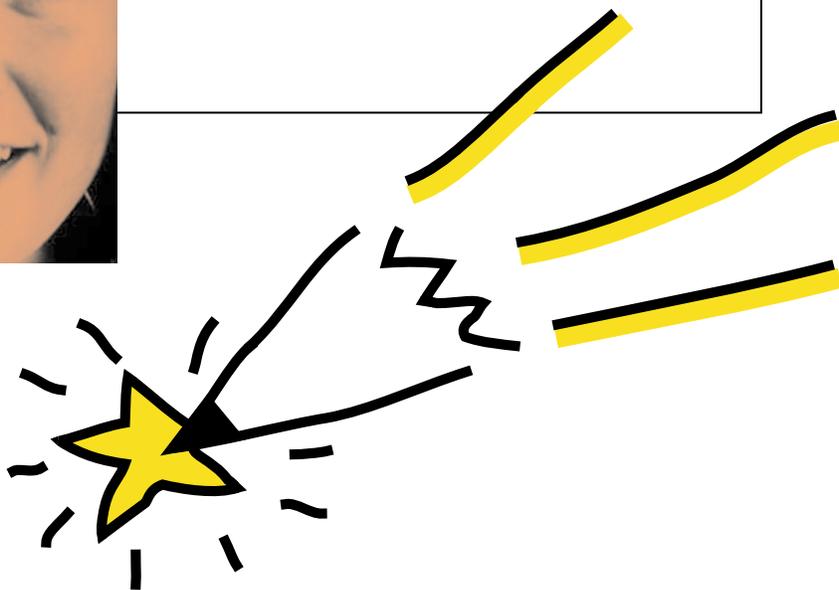
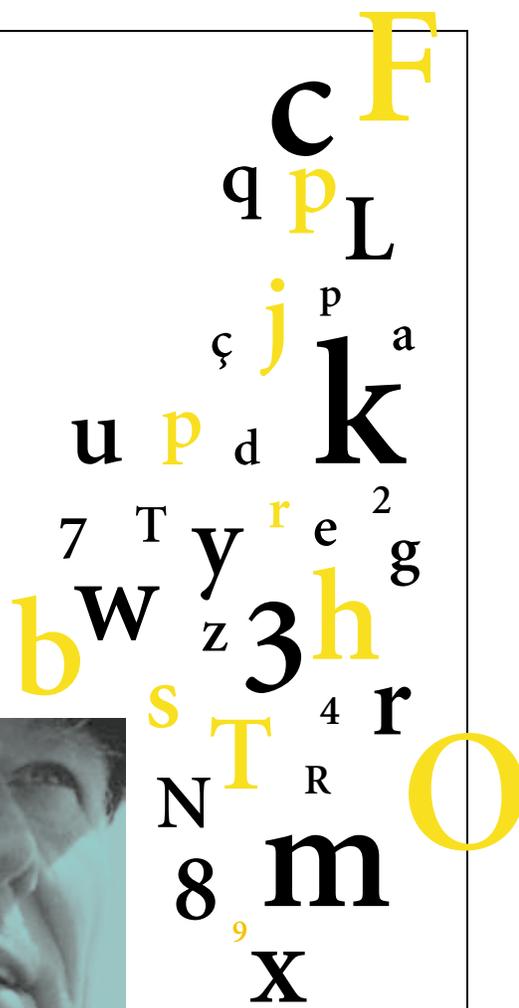


Huit champs d'intervention pour améliorer l'alphabétisme des francophones

par Serge Wagner pour la FCAF



Huit champs d'intervention pour améliorer l'alphabétisme des francophones

L'état actuel de l'alphabétisme des francophones est le produit d'une combinaison de facteurs. C'est ce que révèle Statistique Canada dans son nouveau rapport « Alphabétisme et alphabétisation des francophones au Canada : Résultats de l'Enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes ». La Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français (FCAF) a coordonné la réalisation de ce rapport et apporte une réponse aux problèmes soulevés.

L'amélioration de la situation dépendra de mesures multiples touchant diverses facettes de la vie des individus et des communautés. La FCAF a réfléchi à ces mesures. Dans « Huit champs d'intervention pour l'alphabétisme des francophones » elle propose d'intervenir en faveur des francophones dans des domaines différents.

La FCAF représente les intérêts des personnes ayant de faibles capacités de lecture. Avec ses membres, elle intervient afin d'améliorer les compétences en lecture des francophones du Canada.

Consciente des efforts investis pour l'alphabétisation des adultes, la FCAF déplore leur insuffisance. Dans le présent document, la FCAF invite les organismes francophones, les gouvernements et les individus à passer maintenant à l'action en vue d'une francophonie pleinement alphabétisée.

Luce Lapierre
*Directrice générale
Fédération canadienne pour
l'alphabétisation en français*

Coordination : Luce Lapierre
Rédaction : Serge Wagner
Mise en page : Linda Labrecque

ISBN : 0-9685402-7-9

Les huit champs d'intervention

1. Intégrer la vision élargie de l'alphabétisme

L'alphabétisme assure le développement des individus et de la société dans son ensemble.

Jusqu'à présent, la vitalité de la langue a souvent été réduite à son usage oral, et l'apprentissage de l'écrit à la période de la formation initiale. Le diagnostic culturel des francophones a longtemps reposé sur leur niveau de scolarité et sur la langue d'usage. D'autres indicateurs sont nécessaires. Précisément, l'alphabétisme constitue une reconceptualisation majeure qui relie des champs traditionnellement divisés, dont ceux de la scolarisation initiale, de la formation des adultes, de la sociolinguistique et de l'ethnolinguistique. Par exemple, diverses données de l'Enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes (EIAA) dévoilent plusieurs dimensions de l'état de la langue écrite des francophones et de leurs comportements culturels. Longtemps mobilisés par le rattrapage scolaire des jeunes, les francophones auraient intérêt à s'ouvrir davantage à la vision élargie et englobante de l'alphabétisme à la fois systémique et dynamique. L'alphabétisme comprend l'apprentissage, mais aussi l'usage de l'écrit, les comportements à son endroit et les pratiques culturelles qui y sont associées.

L'alphabétisme apparaît comme un concept clé ; il concerne des compétences de base indispensables à l'acquisition de savoirs et de savoir-faire ultérieurs. Il est transmis culturellement, s'accroît à la période cruciale de la scolarisation initiale et se développe tout au long de la vie en s'appuyant sur la capacité d'apprentissage et de formation continue de chaque individu. Dans des sociétés de plus en plus axées sur l'information, l'alphabétisme est devenu un vecteur fondamental de l'épanouissement du potentiel humain et de l'insertion sociale.

2. Valoriser l'alphabétisme (en français)

La promotion de l'alphabétisme consiste à donner l'occasion de lire et d'écrire tous les jours.

L'alphabétisme n'est pas une panacée, mais sa valorisation et sa promotion peuvent contribuer à améliorer la situation des individus et de leur collectivité. On sait que des degrés plus élevés d'alphabétisme sont associés à une participation sociale accrue, à de meilleures conditions de vie et, dans bien des cas, à une autonomie plus grande des personnes. La promotion de l'alphabétisme pour tous est une composante indispensable de la lutte contre l'exclusion culturelle et sociale.

Par ailleurs, l'alphabétisme s'applique à une ou des langues données et à des cultures particulières, spécialement dans les sociétés plurilingues ou multiculturelles où une langue et une culture de « référence » souvent dominantes affectent le statut et l'usage de la langue et de la culture minoritaire. Pour la

communauté francophone du Canada, l'alphabétisme constitue une réalité conceptuelle, sociologique et stratégique parce qu'il pose l'enjeu global d'une communauté ayant « acquis » l'autonomie culturelle. Dans cette communauté, tous les membres sont alphabétisés, les communications en français sont importantes et les habitudes de lectures sont fréquentes. Une telle société dispose d'institutions éducatives et culturelles permettant sa reproduction et son développement. Eu égard à sa faiblesse démographique, la francophonie canadienne ne peut se permettre de compter un pourcentage important de personnes se situant en marge de l'écrit.

Valoriser l'alphabétisme est plus qu'un slogan. Cela suppose la constitution d'environnements lettrés favorisant les communications orales et écrites, comme l'a proposé la dernière Conférence internationale sur l'éducation des adultes (UNESCO, 1997). Cela suppose l'enracinement des habitudes de lecture et d'écriture dans la vie quotidienne des individus. Une des voies prometteuses de cette valorisation est la « Semaine des apprenants adultes ». Dans un nombre croissant de pays du monde, cette semaine célèbre de façon spectaculaire et efficace l'apprentissage des adultes.

La valorisation de l'alphabétisme ne peut faire abstraction des rapports entre l'anglais et le français. Les transferts linguistiques de plusieurs répondants de langue maternelle française affaiblissent l'alphabétisme en français; de plus, ces transferts posent la question de l'identité socioculturelle de ces répondants. La promotion de l'alphabétisme en français doit donc tenir compte des facteurs qui entraînent l'anglicisation. La promotion de l'alphabétisme en français doit aussi stimuler les conditions et modalités de la (re)conquête de la langue, de la culture et de l'identité. De plus, la réflexion sur le bilinguisme *additif* doit être partagée et diffusée. L'acquisition de l'anglais doit devenir une valeur ajoutée à l'alphabétisme dans la langue maternelle des francophones.

Enfin, toute valorisation de l'alphabétisme des francophones doit tenir compte du paradoxe de leur autoévaluation globalement positive de la maîtrise de l'écriture. Pourtant, leur performance relative est problématique. Des individus qui ne perçoivent pas leurs difficultés se satisfont de leurs compétences.

3. Améliorer la qualité et l'équité de la scolarité initiale

L'école est un lieu privilégié pour s'alphabétiser. Elle doit répondre aux différents besoins d'apprentissage de chaque personne.

La scolarité est le facteur prépondérant de l'alphabétisation et de l'alphabétisme. L'école est le lieu socialement reconnu des apprentissages de base sanctionnés par des diplômes. En particulier, la réussite des études secondaires est le facteur qui accroît le plus l'alphabétisme des individus. Ces résultats confirment la justesse des politiques éducatives qui font de l'acquisition du diplôme d'études secondaires le seuil minimal de la scolarisation et de la formation de base. Or, le décrochage scolaire est important dans plusieurs communautés francophones – particulièrement au sein des classes populaires. Plus que jamais, la promotion générale de l'éducation est une stratégie valable.

Si la hausse générale de la scolarité entraîne une croissance de l'alphabétisme, l'effet n'est pas automatique comme l'atteste la persistance d'inégalités entre francophones et anglophones. Entrent aussi en jeu les conditions sociales qui influencent l'accessibilité à l'éducation et la qualité même de l'éducation. La lutte à l'analphabétisme comprend donc la lutte à l'échec scolaire, une répartition équitable des ressources éducatives et, en dehors du Québec, un accès plus grand à une éducation de qualité en langue française et à l'alphabétisation en français. Comme l'ont révélé quelques études comparatives internationales sur le rendement scolaire (CMEC, 1994), la qualité des apprentissages de base par les élèves francophones de l'extérieur du Québec gagnerait à être améliorée.

Plusieurs communautés francophones ont progressé dans l'objectif de rattrapage scolaire qu'elles se sont fixé. Mais le seul rattrapage scolaire est insuffisant. Le concept d'« éducation tout au long de la vie », révisé et réaffirmé par plusieurs organisations internationales (par exemple : Delors, 1996; OCDE, 1996 ; Unesco, 1997) invite à repenser le sens, la portée et la durée de l'éducation et de la formation.

4. Renforcer l'alphabétisme à la maison et la prévention

Les parents
sont les
premiers
éducateurs.
La famille
propose un lieu
d'apprentissage
tout aussi
important que
l'école.

S'il est vrai que l'école est un des lieux prépondérants des apprentissages formels, de l'alphabétisation et de l'alphabétisme, il est aussi vrai que beaucoup « se joue avant six ans », à la maison. L'alphabétisme s'acquiert et peut évoluer tout au long de la vie. Dès la prime enfance, l'éveil à l'écrit des enfants et l'alphabétisation familiale assurent les bases des apprentissages ultérieurs, faciliteront l'intégration scolaire des enfants, leur entrée dans le monde formel de l'éducation et influenceront la réussite scolaire (Lahire, 1995). Le foyer doit donc être un lieu où l'écrit est valorisé et utilisé et où les apprentissages informels sont importants.

Or les comportements des francophones à la maison pourraient favoriser davantage l'émergence de l'écrit. Plusieurs parents francophones favorisent peu la pratique de la lecture, composante essentielle de l'alphabétisme. Ne faudrait-il pas concevoir des actions qui accentueraient les pratiques familiales de soutien à la lecture, et qui aideraient les parents faibles lecteurs à développer chez leurs enfants le goût de la lecture? Ne faut-il pas aussi s'interroger sur les relations (et oppositions) possibles entre le temps consacré à la télévision et celui consacré à la lecture ?

Des initiatives d'« alphabétisation familiale » et de « prévention de l'analphabétisme », présentent des voies concrètes d'action pour sensibiliser les parents (parfois, les alphabétiser) à l'importance de l'écrit, à la valeur de l'éducation. Ces initiatives apparaissent particulièrement fécondes auprès des jeunes issus de familles défavorisées. Une autre dimension intéressante de l'alphabétisme familiale est sa dimension intergénérationnelle qui unit autour de l'écrit différentes générations.

Une voie complémentaire est l'éducation préscolaire – développée dans plusieurs sociétés européennes, mais où le Canada et les francophones accusent un retard certain.

5. Stimuler l'alphabétisme dans la vie communautaire et culturelle

Chaque réseau d'intervenants peut se demander comment contribuer à l'alphabétisme.

L'avènement de sociétés lettrées ne se limite pas à la famille et à l'école. La vie communautaire constitue également un espace privilégié où l'alphabétisme doit être appuyé, la communication sous toutes ses formes, encouragée et la créativité, stimulée. De nombreux apprentissages non formels et informels s'y réalisent tout au long de la vie des individus. La vitalité des organismes de la société civile et le degré de participation des citoyens sont de plus en plus perçus comme une composante essentielle de la démocratie, un complément indispensable à l'État et à son appareil. Ici encore, plusieurs études liées à l'Enquête internationale sur l'alphabétisation des adultes (EIAA) ont confirmé que les individus possédant un faible niveau d'alphabétisme et de scolarité participent proportionnellement moins à la vie communautaire et socioculturelle.

Déjà, plusieurs organisations communautaires ou populaires francophones sont directement engagées en alphabétisation, mais leur action est insuffisante et le relais n'est pas suffisamment assuré par les organismes qui s'investissent dans les autres aspects de la vie communautaire. Aussi, ces organisations gagneraient à se sensibiliser davantage au phénomène et se donner une stratégie d'accroissement de l'alphabétisme de leurs membres et de soutien à ceux qui éprouvent des difficultés.

Les bibliothèques publiques dépendent le plus souvent de l'État tout en étant imbriquées dans leurs communautés. Les bibliothèques ont une responsabilité importante, car l'accessibilité de documents en français et la qualité de l'offre constituent un défi généralisé. Plus encore, les bibliothèques doivent consolider leur mission d'animation culturelle du milieu.

En milieu minoritaire, les organismes socioculturels doivent, en outre, stimuler une participation accrue aux activités en français. Le concept de « complétude institutionnelle » (Breton, 1964 et 1983) revêt ici une nouvelle dimension : ce qui importe n'est pas seulement l'*inclusion* des individus dans des organismes de la minorité touchant diverses facettes de la vie communautaire, mais aussi leur participation aux activités culturelles et « alphabétiques » qui s'y réalisent.

6. Promouvoir l'alphabétisme au travail et en lien avec l'emploi

L'entreprise peut devenir un environnement lettré. Les aptitudes en lecture risquent de se perdre, si elles ne sont pas utilisées au travail.

Après la période de l'enfance, au terme de la formation initiale, les jeunes entrent dans la « vie active ». Ceux d'entre eux qui n'ont pas acquis une solide formation de base risquent d'être désavantagés tout au long de leur vie adulte, limités face au marché du travail et dans leur mobilité professionnelle. L'apprentissage des savoirs et savoir-faire nouveaux exigés par la « nouvelle économie » ou l'« économie du savoir » sera difficile, puisque les individus peu alphabétisés ne disposent pas des préalables souvent indispensables à des apprentissages plus spécialisés. Plusieurs individus peu scolarisés qui étaient parvenus à se débrouiller sont rattrapés par une « nouvelle économie ». Tous les travailleurs peu alphabétisés ou peu scolarisés sont désormais vulnérables. Car le niveau général de scolarité et de compétence a continué à s'élever, accroissant d'autant les écarts avec les laissés-pour-compte de la formation initiale qui sont désormais davantage déqualifiés ou disqualifiés.

De plus, différents événements ou circonstances favorisent ou défavorisent l'alphabétisme, notamment les parcours sociaux des individus. Par exemple, le fait d'occuper un emploi où l'usage de la lecture et de l'écriture est faible peut entraîner une perte des capacités « alphabétiques ». Comme on l'a vu, les faibles niveaux d'alphabétisme sont associés à une situation professionnelle précaire (individus sans emploi) et à des catégories professionnelles particulières (les cols bleus). Pareils résultats posent aussi la responsabilité des entreprises dans l'alphabétisation des employés. Pour les francophones hors Québec, l'insertion au travail est un moment d'intensification de l'usage de l'anglais et d'une diminution probable de l'usage du français dans la vie quotidienne.

Les milieux de travail ont aussi une responsabilité dans l'alphabétisme et la formation de base de leurs employés. Les entreprises doivent créer des environnements plus lettrés, rendre les écrits plus accessibles et inclure l'alphabétisation et la formation de base dans leurs politiques et leurs programmes de formation continue. L'alphabétisme devient un facteur déterminant de la performance des entreprises qui s'inscrivent davantage dans une économie de l'information et du savoir. Ces raisons doivent aussi servir à repenser l'organisation du travail afin que la position professionnelle contribue à l'affermissement des compétences linguistiques.

Enfin, comme les activités actuelles d'alphabétisation en français semblent concentrées en milieu communautaire, ne faut-il pas accroître les interventions en milieu de travail?

7. Accroître l'accès des adultes à l'alphabétisation et à la formation de base

Pour augmenter le nombre d'adultes alphabétisés, il faut offrir activement les services et susciter la demande.

À l'âge adulte, les apprentissages peuvent se poursuivre et se consolider, notamment par des programmes d'alphabétisation et de formation de base. Malheureusement, les adultes qui ont le moins accès à la formation continue sont aussi ceux qui possèdent le plus petit capital culturel. Les francophones, tout particulièrement ceux qui sont faiblement alphabétisés et scolarisés, participent peu à l'éducation et à la formation des adultes.

Les ressources en éducation des adultes doivent donc compenser l'insuffisance de la formation de base, liée à l'origine sociale et à une scolarité initiale déficiente, en assurant une place conséquente à l'alphabétisation et à la formation de base. Les données sur la contribution déterminante des études secondaires terminées sur les

niveaux d'alphabétisme devraient entraîner l'accessibilité à des programmes qualifiants et de longue durée plutôt qu'à des formations courtes dites d'employabilité. Ces formations n'accroissent pas les compétences de base des adultes. À cet égard, les orientations « économistes » (en réalité, antiéconomiques) récentes des politiques d'éducation et de formation professionnelle des adultes ne doivent pas se réaliser au détriment de l'alphabétisation et de la formation de base. Comme l'OCDE et d'autres organismes l'ont amplement souligné, l'accroissement de l'alphabétisme de l'ensemble de la population contribue aussi à la prospérité économique. La reconnaissance par le Québec et par certains pays européens du droit à la formation de base pour les adultes apparaît féconde. Et eu égard à la durée de toute formation de base et du fait que les adultes doivent subvenir à leurs besoins, le soutien financier aux adultes en formation est crucial pour assurer une accessibilité réelle aux programmes d'alphabétisation, de formation de base et de formation professionnelle.

L'une des leçons émergeant de l'EIAA et d'enquêtes sur la participation à la formation continue est le caractère inéquitable des systèmes fondés sur « l'offre et la demande », les demandeurs de formation étant ceux qui disposent d'un capital culturel considérable et d'une position socioéconomique favorable. Afin d'assurer plus d'équité et de rendre la formation véritablement accessible à ceux qui en ont le plus besoin, les adultes doivent être

soutenus dans l'expression de leur demande ainsi que dans leur participation aux activités de formation. Et les programmes doivent se centrer davantage sur les populations vulnérables, en considérant des facteurs comme le sexe (les données révèlent un certain « analphabétisme masculin »), l'âge (les personnes âgées sont parfois exclues de la formation) et l'origine sociale (car les personnes des milieux populaires ont le plus de difficultés en matière de lecture et sont dans les situations professionnelles les plus précaires). Depuis quelques années, plusieurs organismes établissent des planifications stratégiques afin de rejoindre plus efficacement les populations prioritaires.

Les mêmes études sur l'EIAA et l'éducation des adultes révèlent également que les minorités font partie des populations vulnérables. Dans plusieurs milieux minoritaires francophones, les programmes doivent souvent remotiver à l'usage de leur langue maternelle les francophones qui se sont anglicisés ou qui sont engagés dans cette voie. La francisation et la reconquête de l'identité deviennent alors des composantes essentielles de la formation.

Enfin, quelques données de l'EIAA gagneraient à être examinées par les organismes de formation. Par exemple, comme certains types de documents sont moins lus que d'autres, ne faudrait-il pas les intégrer davantage à la formation? Y inclut-on suffisamment de textes authentiques? Et ne faudrait-il pas incorporer certains textes dont la lecture paraît améliorer l'alphabétisme des individus? On se demande aussi si les pratiques actuelles d'alphabétisation comptent suffisamment d'activités de lecture et d'écriture transférables dans la vie quotidienne. Encourage-t-on régulièrement la communication écrite des apprenants?

8. Mobiliser et concerter la société civile et les pouvoirs publics

L'alphabétisme est un projet de société. La formation de base, une toile de fond que toutes les institutions doivent tisser.

L'ampleur du champ de l'alphabétisme est telle qu'elle exige une action concertée de tous les partenaires, et non seulement, comme on l'a longtemps cru, des seuls intervenants en éducation ou alphabétisation. L'alphabétisme touche presque tous les aspects de la vie des individus et des collectivités et il couvre toute la vie, de la prime enfance au troisième âge. En conséquence, l'alphabétisme (en français), c'est l'affaire de tous!

Partout au Canada, tant les pouvoirs publics que les collectivités doivent se soucier de la promotion de l'alphabétisme en français. La promotion de l'alphabétisme doit être intégrée non seulement dans des mesures socioéducatives, mais aussi dans les domaines touchant la santé, la culture, les services sociaux, l'emploi, etc.

L'État assume une responsabilité qui lui est propre : garantir le droit à l'éducation de base pour tous, assurer l'accessibilité et l'équité. Pour y parvenir, il doit formuler des politiques conséquentes et efficaces, réaliser un *monitoring* (veille) des activités actuelles et de leur effet, et procéder aux ajustements qui s'imposent. L'État doit aussi contribuer aux mises à jour qui s'imposent socialement, comme c'est le cas pour les Technologies de l'information et des communications (TIC), qui sont indispensables mais qui constituent un facteur additionnel d'exclusion des populations peu alphabétisées. En outre, la précarité du français en milieu minoritaire appelle des interventions de différents ordres qui concernent les autorités provinciales et territoriales ainsi que le gouvernement fédéral.

La contribution de l'État est indispensable mais n'est pas, à elle seule, suffisante. La société tout entière doit aussi valoriser l'alphabétisme et la formation tout au long de la vie. À cet égard, l'exemple de la Suède présenté dans plusieurs études sur l'EIAA et la formation des adultes mérite considération, où l'État agit en partenariat avec le monde de l'économie et la société civile. De concert avec l'État, les différents partenaires doivent parvenir à tisser une toile (ou un ensemble de dispositifs) qui favorise l'alphabétisme, l'apprentissage et la créativité. Des stratégies organiques, systémiques et écologiques restent à être formulées à l'échelle du pays, des provinces, des régions et des localités. Cela semble particulièrement pertinent pour la communauté francophone, fragmentée et dispersée.

Conclusion

Une société pleinement alphabétisée en français se caractérise comme suit :

- les personnes possèdent les compétences de base en français oral et écrit et elles les utilisent;
- l'environnement est lettré; le milieu familial, le travail ou l'école valorisent l'expression orale et écrite ainsi que l'apprentissage.

L'ensemble des solutions pour améliorer l'alphabétisme des francophones converge vers le même but d'épanouissement de notre société et de tous ses membres. L'objectif d'une société pleinement alphabétisée est complexe et multidimensionnel. Il ne pourra être atteint que si plusieurs secteurs d'activités s'engagent concrètement à y contribuer. Les solutions avancées constituent un autre effort de concertation.

La vision de la FCAF :
Savoir lire et écrire contribue à une
meilleure qualité de vie pour tous.



Fédération canadienne pour l'alphabétisation en français (FCAF)
Site internet : www.franco.ca/alpha/
Téléphone : (613) 749-5333 Sans frais : 1 888 906-5666